

DEBAT DE POLITIQUE DEPARTEMENTALE

Intervention du groupe Communiste et Républicain, du Front de Gauche

**« A l'heure du transfert de compétence prévention spécialisée,
quelle politique publique départementale pour la jeunesse ? »**

Notre collectivité est appelée aujourd'hui à délibérer sur le transfert de la compétence prévention spécialisée et du fonds d'aide aux jeunes à la Métropole Rouen Normandie en application de la loi Notre.

Nous n'insisterons pas davantage sur l'opposition qui était celle des élus communistes sur cette loi instituant notamment les Métropoles, ainsi que des transferts de compétences automatiques entre les différents échelons de collectivités puisque nous nous sommes déjà exprimés à plusieurs reprises à ce sujet.

Puisqu'il s'agit de transferts de compétences relatifs à la jeunesse, notre groupe tient à rappeler certains faits et à dénoncer certains choix politiques qui impactent cette même jeunesse.

En 2013, lorsque l'exécutif socialiste du Département a décidé de diviser par deux le budget consacré aux associations chargées de la prévention spécialisée, décisions que notre groupe a combattu, les élus de droite avaient multipliés, fort opportunément, les mots durs pour dénoncer ce raboutage historique des moyens consacrés à la prévention. Pieds et mains liés financièrement, les associations du secteur n'ont pas eu d'autres choix que de licencier près de la moitié de leurs personnels et d'abandonner certaines actions, notamment celles menées auprès des familles.

Malgré ses cris d'orfraie de 2013, la droite départementale, arrivée aux responsabilités en 2015, n'a pas estimé utile depuis de réhabiliter les moyens consacrés à la prévention spécialisée ; dans un moment où tout le monde s'accorde, hormis les forces de la droite réactionnaire, pour dire qu'il faut être particulièrement attentif aux sorts réservés aux jeunes de notre pays et ce, afin de ne pas les laisser se marginaliser, se replier, ou se laisser gagner ici, par l'argent trop facile, où là, par la propagande de fous de Dieu.

La présence sur le terrain, auprès des familles, des éducateurs est d'une impérieuse nécessité. Malheureusement, votre budget 2017, comme le précédent, assure le service minimum en la matière. On peut regretter par ailleurs, que l'exécutif socialiste de la Métropole n'ait pas plus d'ambition en dans ce domaine que la droite départementale, puisqu'il se contente de reprendre en l'état, la compétence et les budgets consacrés à la prévention spécialisée.

Les jeunes et les jeunes adultes paient les choix budgétaires que vous avez effectués depuis votre prise de fonction. Les bourses pour les collégiens ont ainsi déjà été supprimées (930 000 euros), les critères d'attribution des aides du pass'culture fusionnés avec le pass'sport, durcis. De plus, l'enveloppe globale consacrée au CRED destiné au financement des projets des collèges a également été réduite. Cette année, la Dotation Globale de Fonctionnement des collèges est diminuée de 940 000 euros. Dans le même temps, la fermeture du collège Guy Môquet au Havre est annoncée pour la prochaine rentrée. Une fermeture d'établissement qui pourrait en appeler d'autres au regard des orientations fixées par la droite départementale dans son plan Ambition collège.

Par ailleurs, l'IDEFHI est confronté à une situation budgétaire intenable, du fait de la non prise en charge financière par le Département, des mesures relatives au déroulement de carrière des agents ainsi que la revalorisation du point d'indice. De sources syndicales, 30 emplois pourraient ainsi être supprimés à IDEFHI qui est en charge de l'Aide Sociale à l'Enfance et de l'enfance handicapée. Dans le même sens, 3 fermetures d'unités d'hébergements sont programmées au titre du projet de budget de l'établissement.

Dans les propos que vous avez tenus il y a quelques jours à la presse, monsieur le Président, vous avez indiqué que le Département ferait « un peu moins sur les sujets secondaires » en ce qui concerne les politiques publiques relatives à l'égalité des droits, regroupant l'éducation, la culture et le sport. Des actions qui intéressent en premier lieu, les enfants et les jeunes adultes. La priorité accordée au désendettement de la collectivité prend donc le pas sur la jeunesse seinomarine qui, il est vrai, ne s'est pas bousculée pour participer à la primaire de la droite et du centre.

Une droite qui s'est donnée pour champion pour porter ses couleurs en 2017, François Fillon, incarnation d'un Thatchérisme décomplexée à la française, fossoyeur de l'Etat social, de la législation du travail et de la fonction publique. Un candidat porteur de valeurs anachroniques qui promet du sang et des larmes pour le peuple et toujours plus de dividendes pour les actionnaires du CAC 40. Un « Robin des Rois » qui entend détrousser les personnes modestes, au profit des plus riches, par exemple, en annonçant la suppression de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune compensée par une hausse de la TVA de 2 points. Les français qui peinent à boucler leurs fins de mois apprécieront moyennement.

Un candidat de la droite qui entend condamner toujours plus de jeunes au chômage en instaurant le travail gratuit dans la fonction publique en portant la semaine de travail à 39 heures hebdomadaire, payées 37, avec pour objectif de supprimer 500 000 emplois publics, ou encore ; en reportant l'âge de départ à la retraite pour tous à 65 ans. Il entend ainsi condamner des salariés usés, à travailler plus longtemps, pendant que des centaines de milliers de jeunes dynamiques et en forme n'arrivent pas décrocher un emploi...

Des jeunes qui ne trouveraient pas davantage de travail dans le secteur privé puisque toutes notions de durée légale du temps de travail et de majoration des heures supplémentaires seraient appelées à disparaître, détruisant au passage plusieurs centaines de milliers d'emplois.

Le programme du candidat de la droite c'est aussi la réduction annoncée des dépenses publiques de 110 milliards, après les 50 milliards de baisse infligés sous la présidence Hollande qui ont déjà plombé la croissance économique du pays. Les services de l'Etat, la protection sociale ainsi que les collectivités locales seraient saignées à blanc, plombant d'autant l'activité économique. Alors que l'OFCE, le FMI et l'Union Européenne commencent timidement à appeler à lever le pied sur les politiques d'austérité dont l'effet récessif a été totalement sous estimé, François Fillon, toujours en retard d'une guerre, entend ravager notre économie en coupant à tout va dans les dépenses publiques utiles à la population tout en multipliant les cadeaux fiscaux aux entreprises et aux ménages les plus riches.

Dans la ligne de mire du candidat Fillon, les collectivités locales constituent une cible de choix. Le champion de la droite entend en effet, réduire le nombre d'échelons territoriaux à deux. Dans ce sens, il propose l'organisation d'un référendum portant sur la suppression des Départements. Des Département qui sont d'autant plus dans le collimateur de la droite ultralibérale, que le secteur social constitue leur cœur de métier, toute obnubilée qu'elle est, par une prétendue culture de l'assistanat qui gangrènerait notre pays.

Localement, les représentants de cette même droite s'emploient déjà à réduire les dépenses publiques et à raboter les programmes d'actions du Département, telles des poissons pilotes au service de François Fillon, préparant activement le terrain au recul de l'action publique.

Lors de la campagne de 2015 vous déclariez que notre collectivité employait 500 agents de trop. Dans la presse locale, vous avez annoncé il y a quelques jours, que 200 agents partiraient en retraite l'année prochaine et que l'opportunité du remplacement des postes concernés serait étudiée au cas par cas. Le travail est semble-t-il, déjà en cours puisque votre projet de budget pour 2017 acte déjà la suppression de 60 postes représentant 30 Equivalents Temps Plein.

De même, le budget primitif fixé pour l'année à venir prévoit une contraction de celui-ci de l'ordre de 0,75% par rapport au précédent budget, qui était lui-même déjà marqué par vos premières mesures d'économies destinées au financement du désendettement accéléré de la collectivité.

Les orientations politiques de la droite nationale et de ses relais locaux, faites de mesures d'austérité, de privatisations, de recul des protections collectives et de dérégulation des échanges et des relations de travail, annoncent le pire pour les salariés et la jeunesse qui peine plus qu'hier encore à trouver sa place dans notre société.

Résolument déterminés à lutter contre l'austérité qui maintient notre pays et le continent européen dans le marasme économique et social, les élus communistes et républicains s'emploieront à rassembler ces prochains mois les forces vives du pays qui refusent l'avenir terne et grisâtre concocté par les thuriféraires du libéralisme.